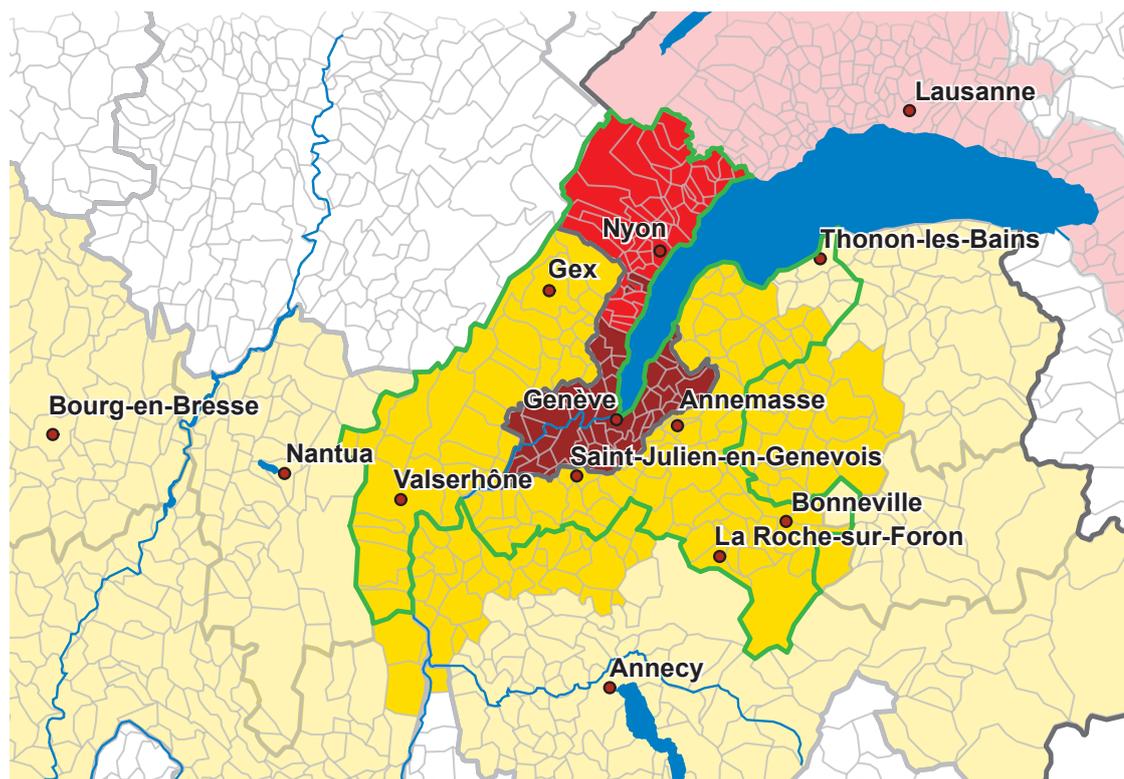




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

## SYNTHÈSE 2019



**Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud**



# OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

## SOMMAIRE

<b>En bref</b>	<b>5</b>
<b>Territoires observés</b>	<b>6</b>
<b>1. Population</b>	<b>8</b>
<b>Démographie</b>	<b>8</b>
<b>Conditions de vie</b>	<b>13</b>
<b>2. Economie</b>	<b>15</b>
<b>Emploi et établissements</b>	<b>15</b>
<b>Frontaliers et navetteurs</b>	<b>18</b>
<b>Chômage</b>	<b>21</b>
<b>Tourisme</b>	<b>24</b>
<b>3. Logement</b>	<b>25</b>
<b>Chiffres clés</b>	<b>28</b>
<b>Liste et sources des graphiques, tableaux et cartes</b>	<b>29</b>



## EN BREF

Début 2018, le Territoire franco-valdo-genevois abrite 2 761 000 personnes. Au cours des dix dernières années, il a gagné 347 000 habitants, au rythme de 1,4 % par an en moyenne. C'est 0,3 point de pourcentage de plus que la moyenne suisse et 1,0 point de plus que la moyenne française. Le Territoire franco-valdo-genevois attire de nombreux habitants, grâce au rayonnement des villes de Genève et de Lausanne en particulier. Le solde migratoire y assure les deux tiers de la croissance de population. Ce dynamisme démographique se traduit aussi par davantage d'élèves scolarisés : ils sont 498 000 à la rentrée 2017. Depuis 2010, leur nombre augmente de 1,1 % par an en moyenne dans la partie française du Territoire et dans le canton de Vaud, et de 0,7 % dans le canton de Genève.

La croissance démographique est encore plus soutenue dans l'Espace transfrontalier genevois qui entoure le canton de Genève (+ 1,6 % par an entre 2011 et 2016). Ce vaste bassin de vie et d'habitat abrite désormais plus d'un million de personnes. Plus de la moitié d'entre elles résident dans le versant suisse (585 300 habitants début 2016).

La croissance de l'emploi s'accélère fortement dans le Territoire franco-valdo-genevois en 2017. Ce sont notamment le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève qui soutiennent ce dynamisme, avec des hausses proches de 2,5 %. Selon les dernières estimations, l'augmentation de l'emploi s'atténuerait dans la partie française du Territoire en 2018. Elle reste soutenue dans les deux cantons suisses.

Les postes offerts dans le canton de Genève, et le canton de Vaud de plus en plus, attirent une main-d'œuvre française importante. Début 2016, le canton de Genève reçoit à lui seul plus de la moitié des 188 200 personnes effectuant des déplacements domicile-travail entre la France et la Suisse ; celui de Vaud 15 % environ. Les actifs transfrontaliers qui occupent un emploi dans le bassin lémanique tendent à résider de plus en plus loin de la frontière franco-suisse, marquant ainsi l'influence grandissante de cette région économique.

Le Territoire franco-valdo-genevois accueille par ailleurs des touristes de toutes provenances venus y séjourner pour des motifs de loisirs ou d'affaires. Plus de 12 millions de nuitées hôtelières y ont été recensées en 2018. L'année s'est révélée particulièrement favorable pour les hôteliers genevois, qui ont enregistré une fréquentation en hausse de 5,8 %.

En 2018, la production de logements dans l'Espace transfrontalier genevois reste soutenue, stimulée par l'effort de construction dans le canton de Genève, en nette accélération ces dernières années. Dans la partie française, la conjoncture du logement neuf est en repli après deux années de forte croissance.

# TERRITOIRES OBSERVÉS

L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi<sup>1</sup> du Genevois français. Cet espace vise à cerner plus particulièrement l'aire d'influence de Genève. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme « Grand Genève ». Celui-ci comprend le canton de Genève et le

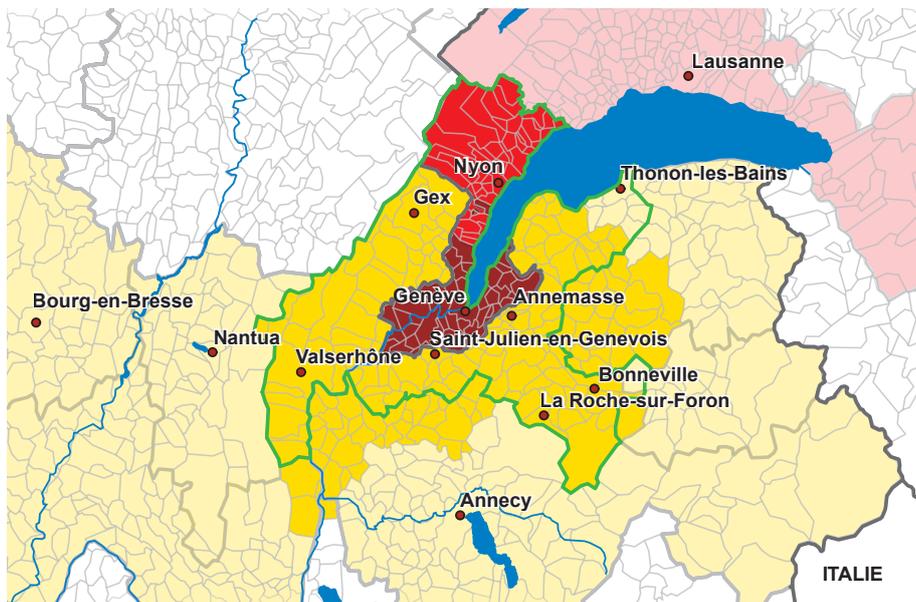
district de Nyon pour la partie suisse, et le Pôle métropolitain du Genevois français (regroupement de huit intercommunalités) pour la partie française. Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le « Territoire franco-valdo-genevois » défini par l'OST. Seules huit communes du « Grand Genève » ne se trouvent pas dans l'« Espace transfrontalier genevois » : Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains et Marignier.

Les territoires du « Grand Genève » et de l'« Espace transfrontalier genevois » sont comparables aussi bien en termes de population que de dynamisme démographique (*voir chiffres clés*).

---

<sup>1</sup> La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

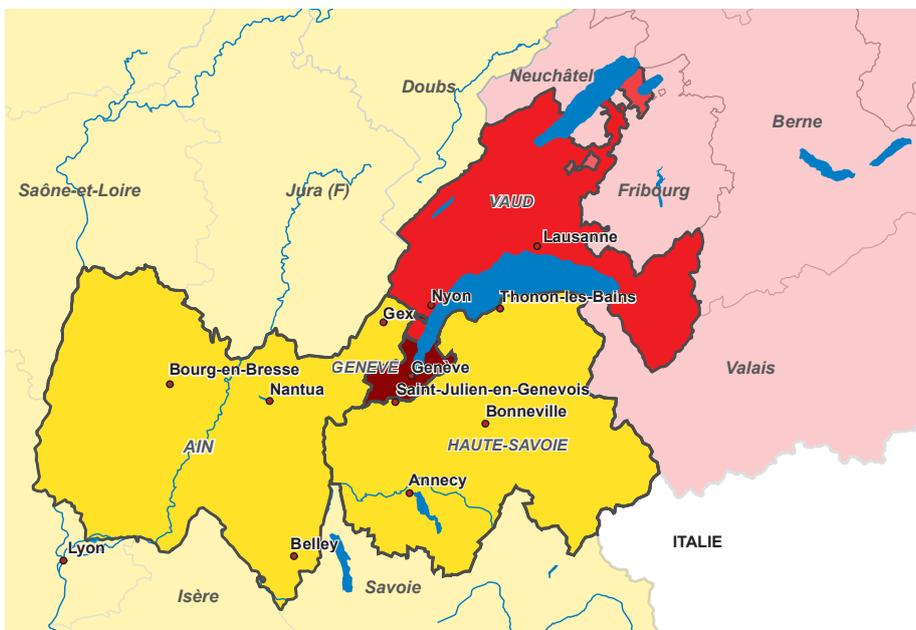
## Espace transfrontalier genevois



### Espace transfrontalier genevois

- District de Nyon
- Canton de Genève
- Zone d'emploi du Genevois français
- Grand Genève
- Frontières nationales
- Reste du canton de Vaud
- Reste des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie

## Territoire franco-valdo-genevois



### Territoire franco-valdo-genevois

- Canton de Vaud
- Canton de Genève
- Départements de l'Ain et de la Haute-Savoie
- Reste de la Suisse
- Reste de la France

# POPULATION

## Démographie

### Un dynamisme prononcé sur l'ensemble du Territoire franco-valdo-genevois

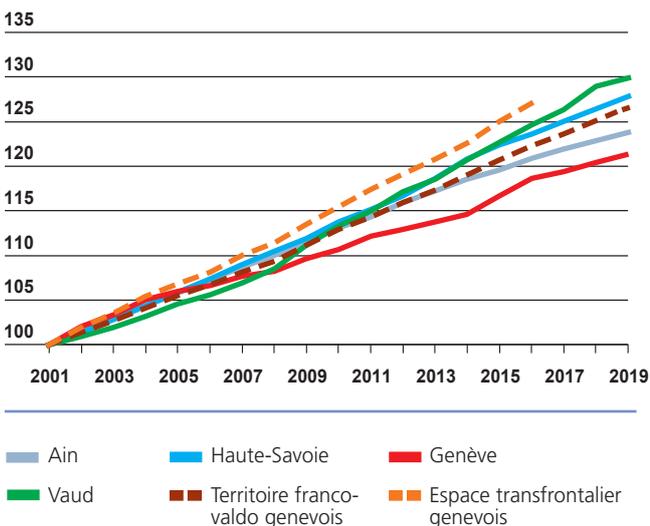
Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Territoire franco-valdo-genevois compte 2 761 000 habitants. Ce territoire de coopération transfrontalière, qui s'organise autour de l'arc lémanique, s'étend sur plus de 13 400 km<sup>2</sup>.

Sa population augmente à un rythme très soutenu, de 1,4 % par an en moyenne au cours des dix dernières années. C'est 0,3 point de pourcentage de plus que la moyenne suisse et 1,0 point de plus que la moyenne française. Entre 2008 et 2018, le Territoire franco-valdo-genevois a ainsi gagné 347 000 habitants, soit l'équivalent de la population des communes de Genève, Annecy et Nyon réunies.

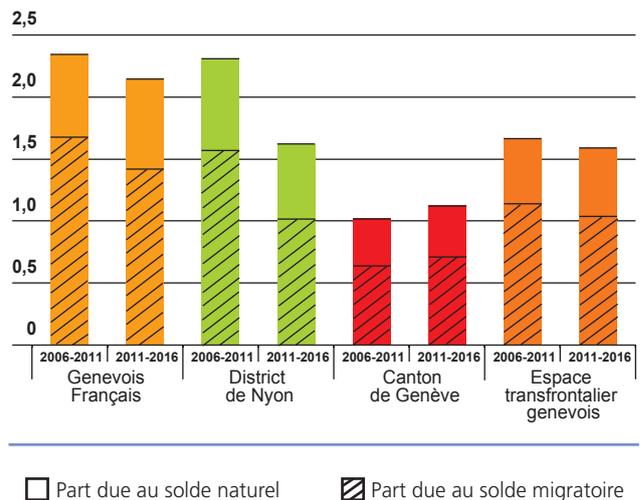
Au sein de ce territoire, le canton de Vaud connaît la plus forte augmentation de population, avec un taux parmi les plus élevés des cantons suisses (+ 1,7 % par an depuis 2008), suivi du département de la Haute-Savoie (+ 1,5 %), qui occupe également les premières positions parmi les départements français. Les populations du canton de Genève et du département de l'Ain croissent quant à elles au rythme de 1,1 % par an en moyenne, comme la Suisse dans son ensemble.

Le dynamisme démographique du Territoire franco-valdo-genevois repose d'abord sur le solde migratoire, qui assure à lui seul deux tiers de la croissance entre 2008 et 2018. Ce territoire présente en effet des atouts économiques et de qualité de vie qui ne cessent d'attirer de nouveaux habitants. En particulier, le canton de Vaud est très attractif, avec un excédent migratoire qui contribue pour 78 % à sa croissance annuelle moyenne.

**G 01 - Evolution de la population depuis 2001**  
(janvier 2001 = 100)



**G 02 - Taux de croissance annuel moyen de la population, périodes 2006-2011 et 2011-2016, en %**



## En France, une croissance très vive aux abords du canton de Genève

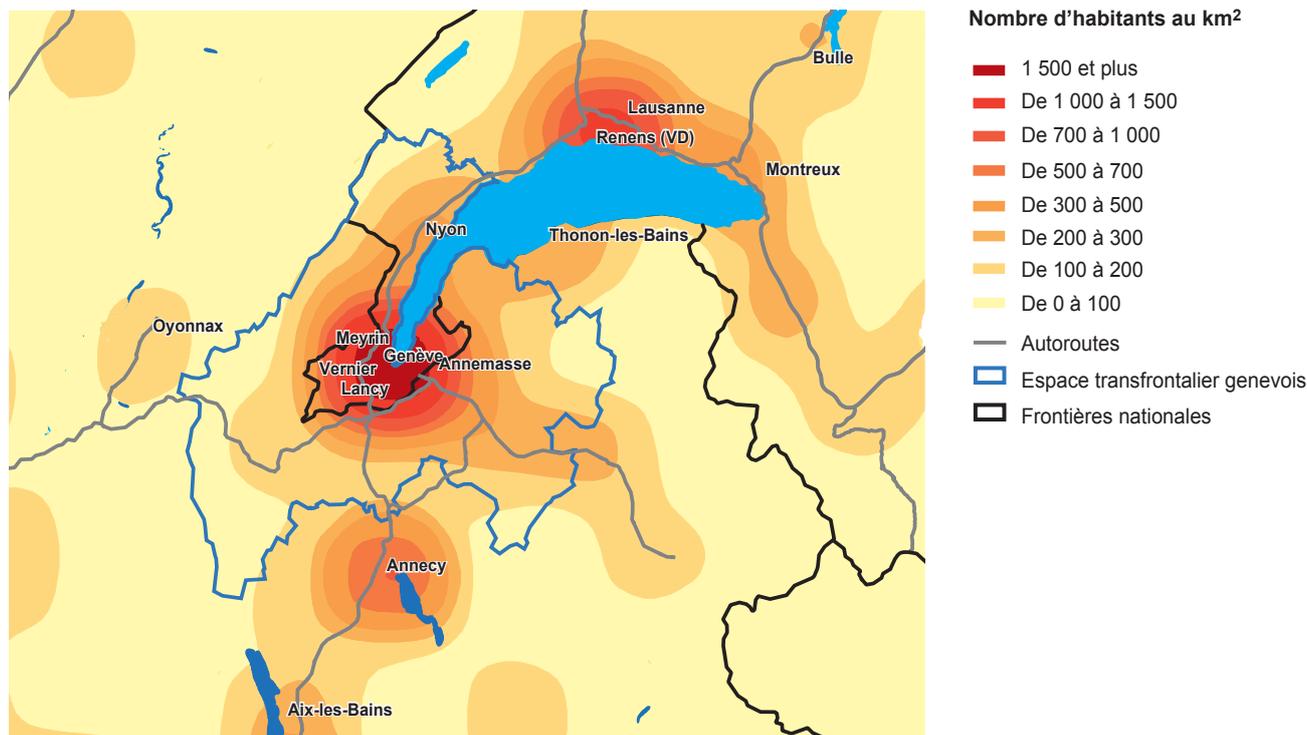
Au sein du Territoire franco-valdo-genevois, la zone d'emploi du Genevois français et le district de Nyon ressortent comme des zones très intégrées à l'économie du canton de Genève qu'elles enserment. Elles forment avec lui un vaste bassin de vie, d'emploi et d'habitat qui abrite désormais plus d'un million de personnes. L'Espace transfrontalier genevois est en plein essor depuis plusieurs décennies. Entre 2011 et 2016, il poursuit son expansion démographique, au rythme moyen de 1,6 % par an.

Plus de la moitié des habitants de l'Espace transfrontalier genevois résident dans le versant suisse (585 300 début 2016). Plus précisément, 490 600 personnes habitent dans le canton de Genève et 94 700 dans le district de Nyon. Entre 2011 et 2016, la croissance démographique du canton de Genève s'accélère légèrement pour atteindre 1,1 % par an. Elle reste plus vive dans le district de Nyon (1,6 %), mais marque un net ralentissement par rapport aux années 2006 - 2011 durant lesquelles elle atteignait 2,3 % en moyenne.

Côté français, la zone d'emploi du Genevois français regroupe 419 800 habitants. Sa population continue d'augmenter fortement entre 2011 et 2016, au rythme annuel moyen de 2,1 % (2,3 % entre 2006 et 2011). Le solde naturel contribue pour 34 % à cette croissance. A titre de comparaison, le rythme d'augmentation de la population est de 0,7 % en Auvergne-Rhône-Alpes, avec un solde naturel qui assure 58 % de la croissance.

Le Genevois français représente par ailleurs un espace résidentiel extrêmement attractif pour ceux qui travaillent de l'autre côté de la frontière. Avec un peu plus de 200 habitants au km<sup>2</sup> en 2016, la zone d'emploi du Genevois français est dix fois moins dense que le canton de Genève.

### C 01 - Densité de population (données lissées), en 2016

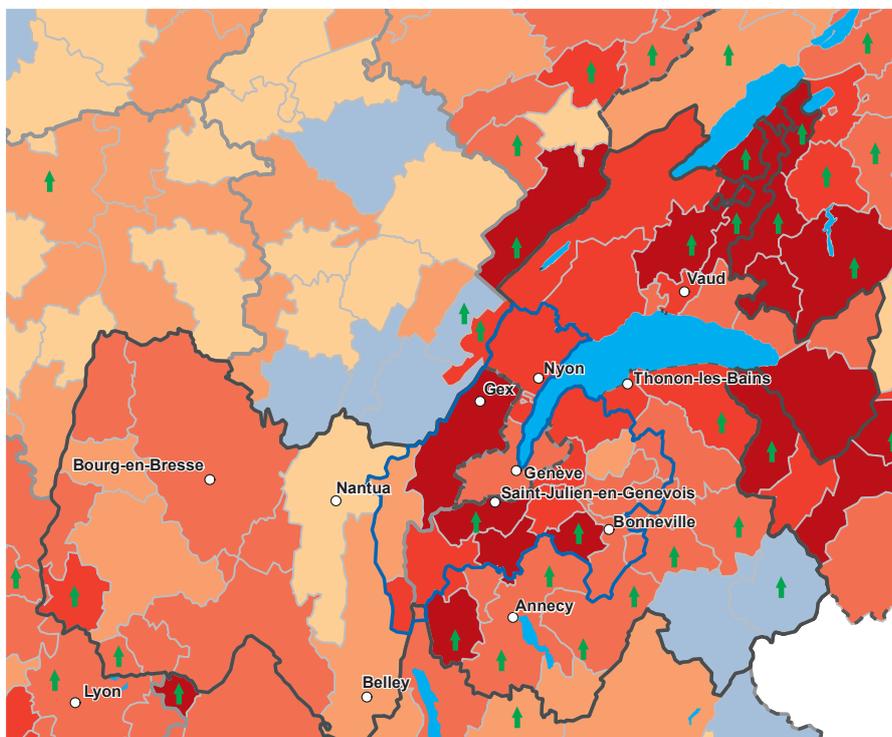


## Croissance de la population par EPCI

Entre 2011 et 2016, la quasi-totalité des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)<sup>2</sup> situés dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie connaissent une croissance de population. L'évolution démographique est extrêmement rapide dans les territoires les plus proches de Genève, à l'image de la communauté de communes du Genevois dont la population augmente annuellement de 3,8 %, ou encore de la communauté d'agglomération du Pays de Gex (+ 3,0 %). En l'espace de 10 ans, ces deux EPCI ont respectivement accueilli 11 900

et 24 800 habitants supplémentaires. Bien que nettement moins peuplée, la communauté de communes du Pays de Cruseilles se démarque aussi par son dynamisme (+2,4 % par an). Plus au sud, la croissance s'accélère également dans l'intercommunalité de Rumilly Terre de Savoie (+ 2,2 % par an en moyenne entre 2011 et 2016, soit 0,6 point de plus qu'au cours des 5 années précédentes) et dans le Grand Annecy qui bénéficie d'une dynamique propre. Celui-ci gagne 1,3 % d'habitants par an (+ 0,4 point).

### C 02 - Evolution de la population entre 2011 et 2016 par EPCI (France), canton ou district (Suisse)



Croissance annuelle moyenne de la population 2011-2016 (en %)

- + 2,0 ou plus
- De + 1,4 à moins de + 2,0
- De + 0,8 à moins de + 1,4
- De + 0,2 à moins de + 0,8
- De - 0,2 à moins de + 0,2
- Moins de - 0,2

- Espace transfrontalier genevois
- Territoire franco-valdo-genevois
- Frontières nationales
- Départements

↑ Accélération de la croissance démographique par rapport à la période 2006-2011

Espace transfrontalier	
<b>Genevois :</b>	<b>+ 1,6 %</b>
Canton de Genève :	+ 1,1 %
District de Nyon :	+ 1,6 %
Zone d'emploi du Genevois français :	+ 2,1 %
<b>Pôle métropolitain du Genevois français :</b>	<b>+ 2,1 %</b>

<sup>2</sup> Un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est une structure administrative destinée à regrouper des communes pour l'exercice de leurs compétences autour d'un projet de développement local et à favoriser l'aménagement du territoire, et disposant du droit de prélever l'impôt. Les EPCI à fiscalité propre exercent des compétences obligatoires, prévues par la loi, et des compétences facultatives confiées par les communes. Ils peuvent être de différentes formes selon leur taille et le nombre de compétences exercées (communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine, métropole).

## De plus en plus de résidents, donc d'élèves, dans le Territoire franco-valdo-genevois

À la rentrée 2017, le nombre d'élèves scolarisés<sup>3</sup> dans un établissement du Territoire franco-valdo-genevois s'élève à plus de 498 000, dont 53 % dans l'enseignement pré-primaire ou primaire et 47 % dans l'enseignement secondaire, secteurs public et privés confondus<sup>4</sup>.

Les établissements français de l'Ain et de la Haute-Savoie accueillent 276 300 élèves en 2017-2018. Ce chiffre augmente en moyenne de 1,1 % par an depuis 2010. En raison d'une natalité vigoureuse et de l'arrivée de ménages avec enfants, le bassin de formation du Genevois haut-savoyard<sup>5</sup> connaît une augmentation particulièrement forte du nombre d'élèves, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,2 %, soit deux fois plus élevé que l'ensemble de l'Ain et de la Haute-Savoie.

Côté suisse, ce sont 136 200 élèves vaudois et 85 600 élèves genevois qui sont recensés durant l'année scolaire 2017/2018. Depuis 2010, les effectifs sont en hausse de 1,1 % par an en moyenne pour le canton de Vaud et de 0,7 % pour le canton de Genève.

Parmi les élèves scolarisés dans le canton de Genève, environ 6 200<sup>6</sup> sont domiciliés dans le canton de Vaud ou dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Depuis 2010, ce chiffre est en augmentation pour les élèves provenant de France (+ 3,8 % par an en moyenne), mais en baisse pour ceux provenant du canton de Vaud (- 5,1 %).

## Genevois français : une forte attractivité pour les jeunes actifs en emploi

Le Genevois français est un territoire qui accueille continuellement de nouveaux résidents. Les arri-

vants qui s'y installent représentent 5,3 % de la population en 2016 ; c'est 3,2 points de pourcentage de plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes. Au cours de l'année 2015, 21 840 personnes avaient ainsi nouvellement emménagé dans la zone d'emploi du Genevois français, dont 35 % vivaient auparavant à l'étranger, en Suisse<sup>7</sup> pour la moitié.

La zone d'emploi attire une population jeune, puisque plus des trois quarts des personnes arrivées au cours de l'année 2015 sont âgées de moins de 40 ans. Il s'agit principalement d'actifs ayant un emploi (12 180 personnes), souvent accompagnés d'enfants (3 540 personnes âgées de moins de 14 ans).

La zone accueille un nombre important de ménages en provenance de la Suisse voisine. Ils font le choix de s'installer aux portes de Genève ou du canton de Vaud tout en continuant à y travailler. En 2016, 2 400 actifs ayant un emploi et résidant dans le Genevois français déclaraient avoir déménagé depuis la Suisse l'année précédente. Parmi eux, 94 % y travaillent. L'installation côté français semble donc motivée principalement par la recherche d'une autre qualité de vie, en particulier pour le logement. La proportion d'actifs transfrontaliers<sup>8</sup> est plus faible parmi les personnes arrivant d'autres pays (62 %) et surtout parmi celles qui proviennent de France métropolitaine (37 %).

En lien avec les emplois qu'ils occupent ou viennent rechercher à proximité, les nouveaux arrivants sont plus diplômés que l'ensemble des habitants du Genevois français. Notamment, parmi les 20 - 39 ans, 55 % des arrivants sont diplômés de l'enseignement tertiaire (supérieur), soit onze points de plus que la même population habitant dans cette zone d'emploi.

<sup>3</sup> En France, l'instruction est obligatoire à partir de 3 ans, contre 4 ans pour les cantons de Genève et Vaud.

<sup>4</sup> Sont pris en compte ici les élèves de l'enseignement pré-primaire et primaire correspondants aux niveaux 0 et 1 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE), ainsi que l'enseignement secondaire (niveaux 2 et 3). La CITE est une nomenclature construite pour produire dans l'ensemble des pays des statistiques comparables sur l'enseignement et la formation.

<sup>5</sup> Ce bassin borde la frontière sud du canton de Genève et s'étend de Vulbens à Marchilly. Il regroupe une cinquantaine de communes.

<sup>6</sup> Source : SRED. Etat au 31.12.2017. Effectif comprenant les élèves de l'enseignement public et privé jusqu'au niveau secondaire II.

<sup>7</sup> Ces flux contribuent à faire de la Suisse le premier pays d'origine des arrivants dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (13 % des 39 420 arrivées depuis l'étranger), loin devant l'Italie (7 %) et le Royaume-Uni (5 %). Parallèlement, la moitié des ex-résidents suisses venus s'installer en France au cours de l'année 2015 ont emménagé dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

<sup>8</sup> Personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident en France dans les zones d'emploi proches des frontières et qui travaillent à l'étranger.

**T 01 - Actifs en emploi résidant dans le Genevois français selon leur lieu de travail et leur lieu de résidence un an auparavant, en 2016**

Lieu de travail	Ensemble		Personnes résidant un an auparavant...							
			en France ailleurs que dans le Genevois français		en Suisse		hors Suisse ou hors France		dans le Genevois français	
	Nbre	Répart., en %	Nbre	Répart., en %	Nbre	Répart., en %	Nbre	Répart., en %	Nbre	Répart., en %
France	110 370	55,4	5 110	63,2	150	6,3	650	38,2	104 460	55,9
Canton de Genève	78 780	39,6	2 450	30,3	1 960	82,0	880	51,8	73 490	39,3
Canton de Vaud	8 280	4,2	480	5,9	220	9,2	60	3,5	7 520	4,0
Autre (Suisse ou étranger)	1 630	0,8	40	0,5	60	2,5	110	6,5	1 420	0,8
<b>Ensemble</b>	<b>199 060</b>	<b>100,0</b>	<b>8 080</b>	<b>100,0</b>	<b>2 390</b>	<b>100,0</b>	<b>1 700</b>	<b>100,0</b>	<b>186 890</b>	<b>100,0</b>

### Légère baisse du nombre de nouveaux arrivants dans le canton de Genève

En 2018, 21 600 personnes sont arrivées d'un autre canton suisse ou d'un autre pays pour s'installer dans le canton de Genève. Cet effectif est en légère baisse par rapport à 2017 (22 400 arrivants). Tant les arrivées de ressortissants de nationalité suisse que celles de nationalités étrangères sont en recul. Parmi les immigrés de nationalités étrangères dont la provenance est connue<sup>9</sup>, 91 % viennent de France. Les 9 % restants arrivent principalement du canton de Vaud. Les immigrés de nationalité suisse (4 800) arrivent surtout de France (29 %) et du canton de Vaud (21 %).

Les immigrés sont majoritairement d'âge actif : 57 % sont âgés de 20 à 39 ans et 21 % de 40 à 64 ans, ce qui contribue à atténuer les effets du vieillissement de la population. Cela se vérifie par exemple au travers du rapport de dépendance<sup>10</sup> de la population âgée de 65 ans ou plus, qui se modifie si l'on intègre ou non ces nouveaux arrivants. En 2018, il est de 26 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes âgées de 20 à 64 ans. Il serait de 28 pour 100 si l'on ôtait les immigrés du calcul.

Parmi les 6 500 personnes arrivées dans le district de Nyon en 2018, 23 % proviennent d'un autre district vaudois, 30 % d'un autre canton suisse et 47 % de l'étranger. Parmi les 1 900 arrivées dans le district depuis un autre canton suisse, les trois quarts proviennent du canton de Genève.

### Emigration encore en baisse

Pour la troisième année consécutive, l'émigration du canton de Genève s'érode. En 2018, 19 640 personnes l'ont quitté. Elles étaient 21 390 en 2015. Si le nombre de départs de Suisses (7 310) est relativement stable depuis 2015, les étrangers sont de moins en moins nombreux à quitter le canton : 12 330 en 2018, contre 14 200 en 2015, soit une baisse de 13 %. Toutes les catégories d'étrangers sont concernées, que ces personnes aient une nationalité de l'UE28/AELE (- 5 % entre 2015 et 2018), du reste de l'Europe (- 13 %) ou d'un autre continent (- 26 %). En 2018, huit émigrés de nationalité étrangère sur dix partent pour l'étranger et deux sur dix ailleurs en Suisse<sup>11</sup>. Parmi les émigrés suisses, six sur dix vont à l'étranger et quatre sur dix dans un autre canton. Les destinations les plus fréquentes sont la France et le canton de Vaud.

<sup>9</sup> Pour 12 % des étrangers et 6 % des Suisses, la provenance est inconnue.

<sup>10</sup> Rapport entre l'effectif de la population âgée de 65 ans ou plus et l'effectif de la population en âge de travailler (20-64 ans).

<sup>11</sup> Pour 29 % des étrangers et 7 % des Suisses, la destination est inconnue.

## Conditions de vie

En 2016, la moitié des habitants du Genevois français ont un revenu disponible par unité de consommation supérieur à 29 440 euros (32 090 francs<sup>12</sup>), contre 21 480 euros (23 400 francs) pour les résidents de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Entre 2015 et 2016, ce revenu médian augmente plus rapidement dans la zone d'emploi du Genevois français qu'en moyenne régionale (2,3 %, contre 1,0 % en euros constants).

Comparativement à celle des autres zones françaises, la population du Genevois français ressort comme l'une des plus favorisées en termes de revenus. Ce niveau de vie élevé est tiré par les hauts revenus perçus par les ménages travaillant en Suisse. L'écart avec la France métropolitaine dépasse même 60 % dans les territoires les plus proches de la frontière franco-genevoise, comme le Pays de Cruseilles (34 220 euros de niveau de vie médian, 37 300 francs), la communauté d'agglomération du Pays de Gex (35 300 euros, 38 500 francs) et la communauté de communes du Genevois (38 000 euros, 41 400 francs), tous trois en tête des EPCI français.

Toutefois, les différences de revenus au sein de la population peuvent être très importantes. Les inégalités sont particulièrement marquées dans les principales villes situées dans la continuité urbaine de Genève et qui concentrent des populations en situation de précarité financière. Le taux de pauvreté dépasse ainsi 20 % dans des communes comme Annemasse ou Gaillard en 2016. À l'échelle du Genevois français, ce sont 11 % des habitants qui vivent sous le seuil de pauvreté, une part inférieure de 1,7 point à celle de la région.

Certaines aides versées par la Caisse d'allocations familiales (CAF) visent précisément à compenser les faibles ressources d'une partie de la population. En 2017, 13 760 allocataires à bas revenus sont re-

censés dans le Genevois français. Parmi eux, 36 % vivent en HLM et perçoivent une aide au logement, contre 31 % dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le revenu de solidarité active (RSA<sup>13</sup>), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009, constitue la principale prestation sociale sous condition de ressources. Elle est versée mensuellement sur la base des ressources du trimestre précédent. En 2017, dans la zone d'emploi du Genevois français, 3 990 allocataires perçoivent le RSA : ce chiffre est en légère hausse par rapport à 2016 (0,4 %). Un quart de ces allocataires résident à Annemasse.

En 2017, dans le canton de Genève, 70 510 personnes ont bénéficié au moins une fois durant l'année d'une ou de plusieurs des prestations sociales sous condition de ressources suivantes : aide sociale économique (ou au sens strict), allocations de logement, prestations complémentaires cantonales à l'AVS/AI, prestations complémentaires familiales et avances de pensions alimentaires. Le taux d'aide sociale au sens large est de 14 % (part des bénéficiaires qui, dans l'ensemble de la population, reçoivent au moins une des prestations précitées). Par rapport à 2016, 1 380 bénéficiaires de plus sont enregistrés et le taux progresse de 0,1 point de pourcentage. La commune de Vernier affiche le taux d'aide sociale au sens large le plus élevé du canton ; il atteint 23 %. Suivent Carouge (20 %) et Chêne-Bourg (19 %). En termes d'effectifs, la ville de Genève, qui groupe 41 % de la population du canton, compte le plus grand nombre de bénéficiaires (31 070), soit 44 % du total des bénéficiaires du canton. Les communes de Vernier (8 130), Lancy (5 200) et Carouge (4 430) concentrent, quant à elles, un quart des bénéficiaires, alors qu'elles rassemblent 18 % de la population du canton.

<sup>12</sup> Taux de change moyen 2018 : 1 euro = 1,15 franc suisse.

<sup>13</sup> RSA socle non majoré.

## Taux de risque de pauvreté dans le canton de Genève

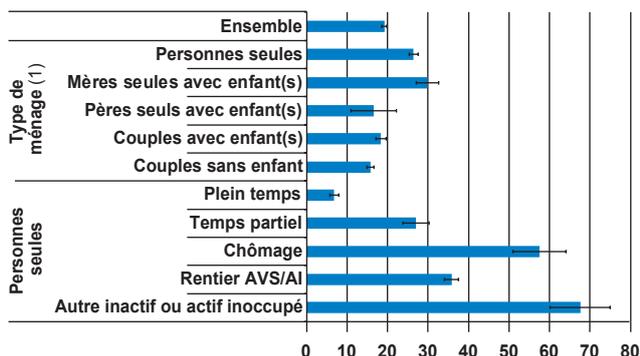
Le taux de risque de pauvreté<sup>14</sup> s'élève à 19 % dans le canton de Genève. Ce taux est plus élevé pour certains types de ménage que pour d'autres.

Il atteint 26 % pour les personnes vivant seules et 28 % pour les ménages monoparentaux avec enfants de moins de 25 ans. Au sein de ces derniers, le taux est de 30 % pour les mères seules avec enfants, tandis que les pères seuls avec enfants représentent une catégorie à risque moins élevé (17 %). Parmi les personnes seules, les inactifs non rentiers (68 %) et les personnes déclarant être au chômage (58 %) ont un risque de pauvreté particulièrement élevé. A l'opposé, pour celles qui travaillent à plein temps, le taux est de

7 %. A noter que, par rapport aux rentiers AVS/AI vivant seuls, le risque de pauvreté est nettement moindre pour les couples de rentiers AVS/AI que pour les rentiers seuls (22 % contre 36 %).

A l'échelon de la Suisse, où il est calculé sur la base du revenu disponible et non avec le revenu brut, mais selon la même méthodologie, le taux de risque de pauvreté est de 15 % en 2015. Comme dans le canton de Genève, le taux est plus élevé pour les ménages monoparentaux (24 %) et pour les personnes seules (20 %) que pour les couples avec enfants (13 %). Dans le Genevois français, comme en France, les situations de pauvreté sont également plus fréquentes dans ces deux premiers types de ménage.

G 03 - Taux de risque de pauvreté dans le canton de Genève, en 2014-2015, en %



(1) Configurations les plus fréquentes.

<sup>14</sup> Pour le canton de Genève, le taux de risque de pauvreté est calculé avec le revenu brut. Il n'est pas directement comparable au taux de pauvreté calculé côté français, qui se base quant à lui sur le revenu disponible, c'est-à-dire le revenu brut déduit de ce qu'un ménage genevois consacre aux assurances sociales, aux impôts, aux primes d'assurance-maladie de base, ainsi qu'aux transferts réguliers vers d'autres ménages.

# ÉCONOMIE

## Emploi et établissements

En France métropolitaine, comme en Suisse, la croissance de l'emploi se poursuit à un rythme soutenu en 2017<sup>15</sup>. Après une hausse de 0,8 % entre 2015 et 2016, l'emploi augmente de 1,2 % entre 2016 et 2017 dans les deux pays. La France bénéficie d'un contexte économique particulièrement favorable en 2017. Le PIB enregistre sa plus forte progression en 10 ans (+ 2,3 %). En Suisse, la croissance enregistrée en 2017 est de 1,6 %.

### La croissance de l'emploi s'accélère fortement en 2017 dans le Territoire franco-valdo-genevois

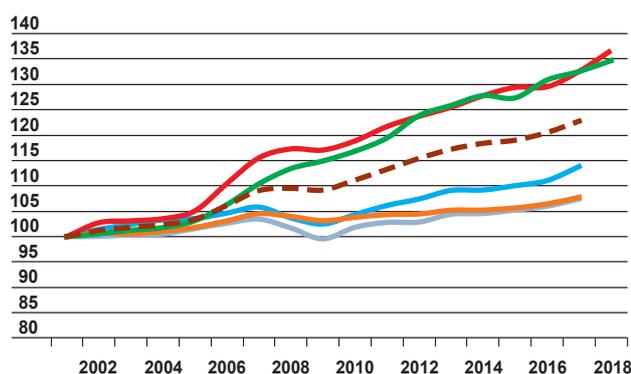
Ce dynamisme économique est particulièrement accentué dans le Territoire franco-valdo-genevois. L'emploi y marque une forte progression en 2017, puisqu'il croît de 1,9 % en un an, contre 1,3 % l'année précédente. Cette hausse est portée principalement par le département de la Haute-Savoie, dans lequel l'emploi fait un bond de 2,5 % en 2017,

et par le canton de Genève, où il progresse de 2,4 %. Dans le département de l'Ain et le canton de Vaud, il augmente de 1,3 %.

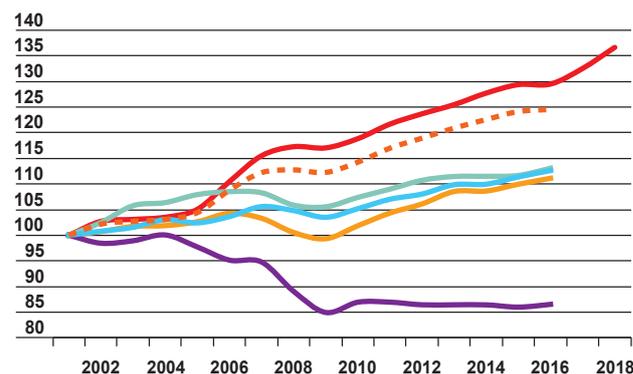
L'emploi salarié reste le premier moteur de l'emploi dans les deux départements français, où il occupe près de 90 % des actifs. Selon les dernières estimations, en 2018, sa croissance s'atténuerait en Haute-Savoie (+ 0,5 %) et dans l'Ain (+ 0,4 %). Dans un contexte de ralentissement de l'économie française, l'intérim marquerait un repli et le reste du tertiaire marchand créerait beaucoup moins d'emplois que l'année précédente. La construction maintiendrait en revanche sa bonne dynamique et la situation continuerait de s'améliorer dans l'industrie. Côté suisse, la croissance de l'emploi reste vigoureuse en 2018 dans le canton de Genève (+ 3,1 %) et elle s'accélère dans le canton de Vaud (+ 1,6 %).

G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

### Territoire franco-valdo-genevois



### Espace transfrontalier genevois et zones d'emploi voisines



<sup>15</sup> Données provisoires pour la France.

### **Plus de 41 000 établissements en activité à Genève et 7 700 dans le district de Nyon**

En 2017<sup>16</sup>, on dénombre 41 100 établissements dans le canton de Genève et 7 700 dans le district de Nyon. Ces établissements concentrent respectivement 381 000 et 44 400 emplois (salariés ou non). A Genève, les effectifs incluent ceux des activités extraterritoriales (29 300 emplois), qui comprennent les organisations internationales, les consulats et les missions permanentes. En termes d'emplois exprimés en équivalent plein temps (EPT), cela correspond à 319 400 EPT pour Genève et 35 900 EPT pour Nyon.

Fin 2017, 25 440 établissements du secteur marchand non agricole participent au système productif du Genevois français, soit 5,6 % de plus qu'un an auparavant.

### **Les activités tertiaires dominent le paysage économique de l'Espace transfrontalier**

Fin 2016, plus de 105 000 personnes occupent un emploi dans la zone d'emploi du Genevois français. L'activité économique de la zone repose majoritairement sur le secteur tertiaire. Celui-ci représente 77 % de l'ensemble des emplois en 2016. En particulier, près d'un tiers des personnes travaillent dans des secteurs principalement non marchands comme l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale. Le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles, ainsi que le transport occupent une place significative au sein du tertiaire marchand (44 % des emplois). La part du secteur secondaire dans le Genevois français est également importante en comparaison de celle observée dans la partie suisse, avec 13 % de l'emploi dans l'industrie et les énergies, et 8 % dans la construction.

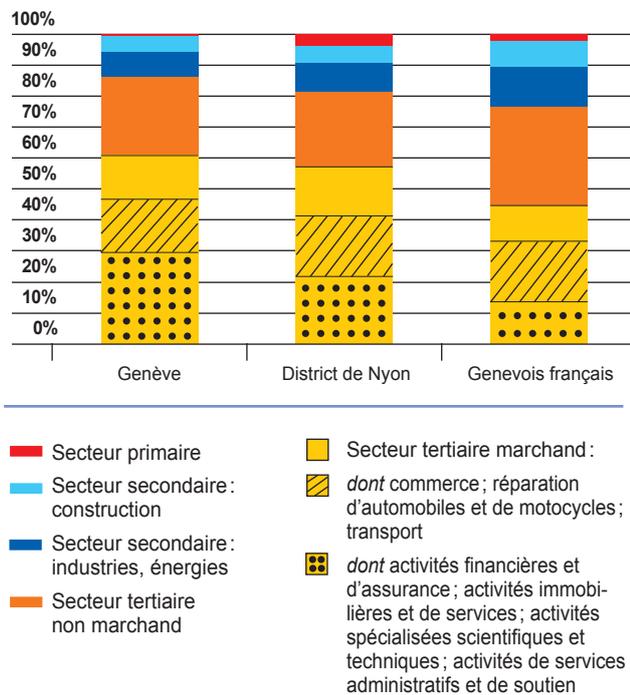
---

<sup>16</sup> Données provisoires.

Le tissu économique du canton de Genève est également dominé par le secteur tertiaire et de manière plus marquée que dans la partie française, puisqu'il y représente 87 % des emplois. Les branches de l'enseignement, l'administration publique, la santé humaine et action sociale représentent un quart des emplois du canton. Les activités financières et d'assurance occupent une place particulière-

ment importante dans l'économie genevoise, avec près d'un emploi sur dix. Peu présente à Genève, l'agriculture représente en revanche 4 % des emplois dans le district de Nyon. Les branches de l'enseignement, l'administration publique, la santé humaine et action sociale groupent, comme à Genève, un quart des emplois.

**G 05 - Répartition de l'emploi selon le secteur d'activité, en 2016**



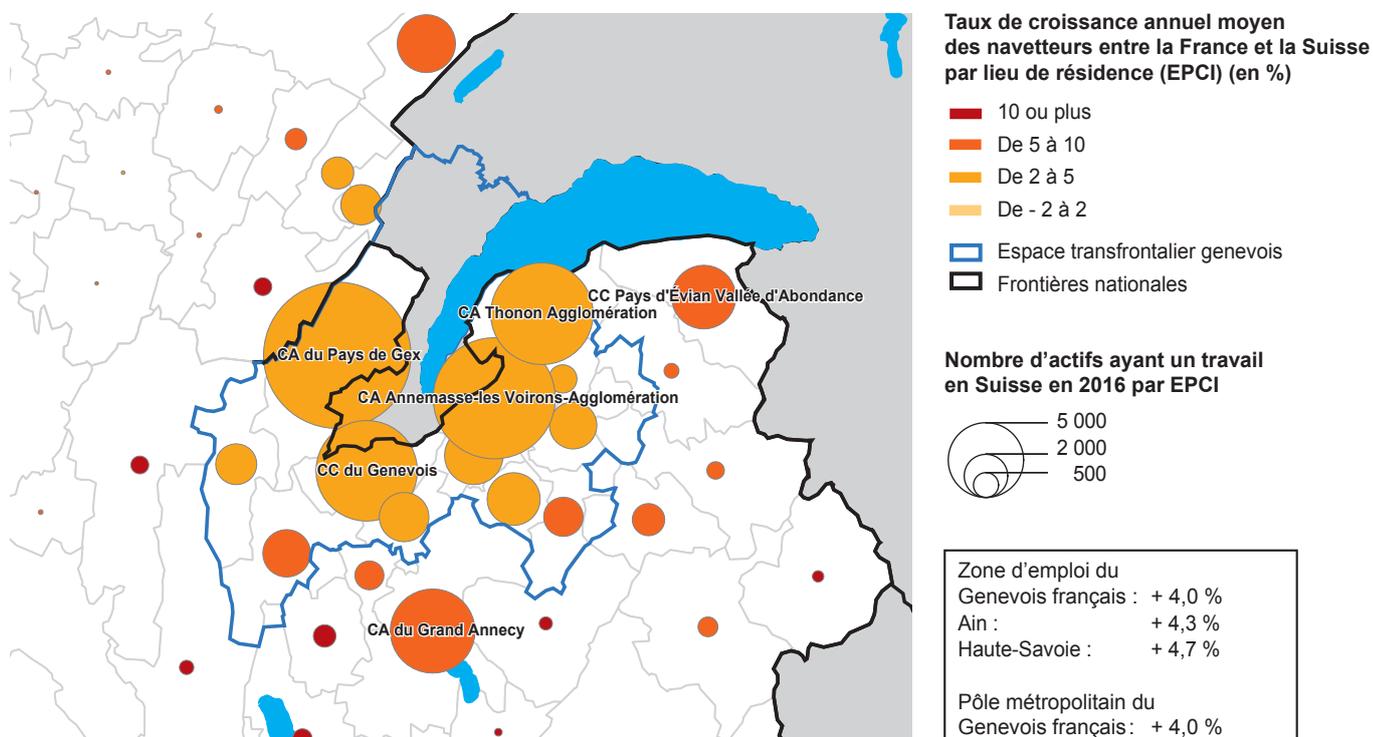
## Frontaliers et navetteurs

Début 2016, près de 188 200 actifs transfrontaliers<sup>17</sup> habitent en France et travaillent en Suisse. Le canton de Genève polarise à lui seul plus de la moitié de ces déplacements transfrontaliers (environ 100 000), dont 71 200 se font à destination de sa ville-centre. Par ailleurs, 8 100 navetteurs français occupent un emploi à Meyrin, commune frontalière qui concentre de nombreux emplois, notamment à l'aéroport de Genève et à l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). Meyrin est ainsi la troisième ville la plus attractive en Suisse derrière Bâle, où travaillent 21 700 résidents français, et devant Lausanne (6 200). La grande majorité des navetteurs qui se rendent à Meyrin ou dans le reste de l'agglomération de Genève habitent la zone d'emploi du Genevois français. En 2016, 88 200 habitants de cette zone occupent leur emploi de l'autre

côté de la frontière. Elle constitue le premier bassin de recrutement pour l'économie suisse en France (47 %), loin devant les zones d'emploi de Saint-Louis, dans le Haut-Rhin (12 %) et de Mulhouse (7 %).

Les actifs transfrontaliers sont très présents dans les communes bordant la frontière franco-suisse. Ils sont particulièrement nombreux dans la communauté d'agglomération du Pays de Gex (27 000) où ils représentent 60 % des résidents en emploi. Ils sont 18 500 dans la communauté d'agglomération d'Annemasse-les-Voirons et 13 000 dans la communauté de communes du Genevois, comme dans la communauté d'agglomération de Thonon. Ces quatre EPCI regroupent 62 % des actifs transfrontaliers résidant en Auvergne-Rhône-Alpes en 2016. Cette part était de 68 % en 2006. Au fil du

### C 03 - Travailleurs résidant en France ayant un emploi en Suisse en 2016 par EPCI et évolution par rapport à 2006



<sup>17</sup> Personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident en France dans les zones d'emploi proches des frontières et qui travaillent à l'étranger.

temps, le rayonnement de l'espace lémanique s'est amplifié et les personnes viennent de plus en plus loin pour y travailler. En 2016, plus de 8 900 résidents du Grand Annecy travaillent en Suisse. Ils y représentent désormais près de 10 % des actifs en emploi, contre seulement 4 % en 2006. Durant la même période, le nombre d'actifs transfrontaliers a également plus que doublé dans la communauté de communes de Fier et Usse et celle de Cluses-Arves et Montagnes. Elles en comptent désormais plus d'un millier chacune. Le nombre d'actifs transfrontaliers connaît aussi un essor important dans le Pays de Cruseilles depuis plusieurs années. La part d'actifs occupés en Suisse y augmente de 6,4 points en dix ans, pour atteindre 39 % en 2016.

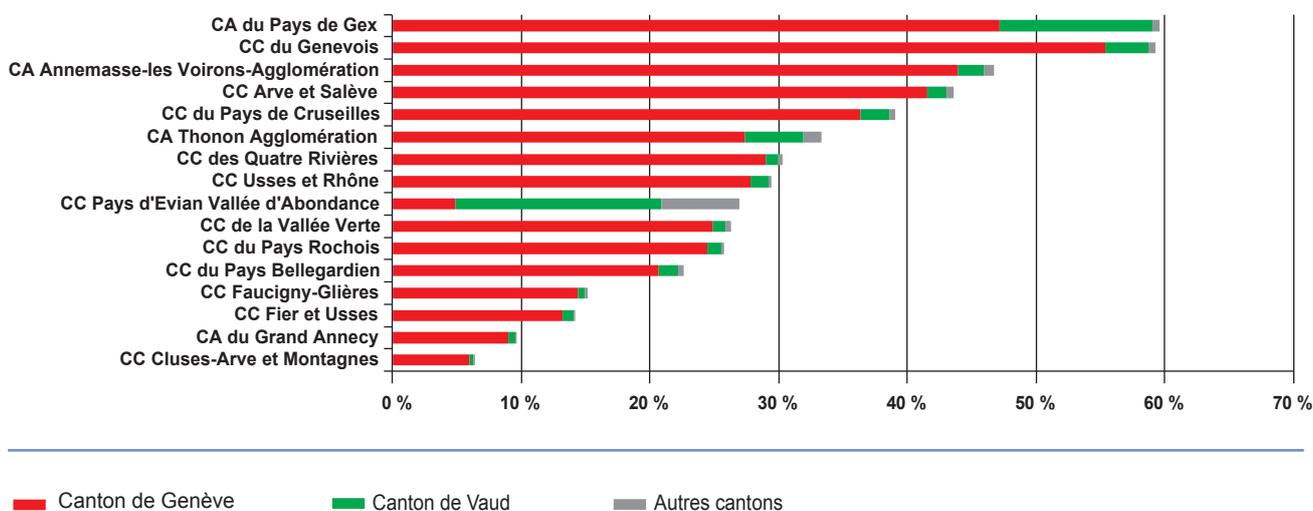
Au cours du temps, les liens entre les marchés du travail français et le canton de Vaud tendent également à se renforcer. Ce dernier emploie notamment de plus en plus d'actifs en provenance des deux départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, avec des flux en progression de 9,1 % par an entre 2006 et 2016 et atteignant 13 600 actifs en 2016. Les marchés du travail des EPCI du Pays de Gex, de

Thonon Agglomération et du Pays d'Evian-Vallée d'Abondance sont les plus tournés vers la région vaudoise. Dans ce dernier, 60 % des actifs occupant un emploi en Suisse travaillent dans le canton de Vaud, à Lausanne le plus souvent. Les navettes vers le canton de Vaud sont également importantes au départ de l'Arc jurassien français avec 12 700 actifs transfrontaliers en provenance des départements du Jura et du Doubs.

### Presque 30 000 personnes viennent travailler à Genève depuis un autre canton

Fin 2017, 28 600 actifs domiciliés dans un autre canton suisse viennent travailler dans le canton de Genève. Neuf sur dix résident dans le canton de Vaud (24 900), et plus particulièrement dans le district de Nyon (14 400). De manière générale, les navetteurs se déplaçant à Genève utilisent le train (53 %) ou la voiture (42 %). A ces navetteurs, s'ajoutent environ 2 500 fonctionnaires internationaux et personnes travaillant au sein des missions permanentes et des consulats.

**G 06 - Part des actifs ayant un emploi en Suisse parmi l'ensemble des actifs occupés, par lieu de résidence (EPCI), en 2016**



Note: ne sont représentés ici que les EPCI de la région Auvergne-Rhône-Alpes ayant au moins 1 000 actifs transfrontaliers, et dans lesquels ces derniers représentent 5 % de la population active en emploi.

## La croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève ralentit de nouveau

A fin 2018, les frontaliers étrangers actifs<sup>18</sup> sont au nombre de 313 700 à l'échelle de la Suisse. Plus de la moitié de ces personnes résident en France (55 %) et la Haute-Savoie est leur principal département de domicile (24 % des frontaliers actifs en Suisse). Plus encore, les trois quarts des frontaliers travaillant à Genève résident en Haute-Savoie comme 31 % de ceux travaillant dans le canton de Vaud.

Le canton de Genève accueille plus d'un quart des frontaliers employés en Suisse (contre 10 % pour le canton de Vaud). Cela représente 83 100 personnes à fin décembre 2018, soit 1 000 de plus

en une année. Le ralentissement de la croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève se confirme en 2018 : + 1,3 % en une année, contre + 1,6 % en 2017 et + 3,9 % en 2016. Pour la première fois depuis 1999, le nombre de frontaliers est en baisse dans le district de Nyon qui en accueille 7 300 à fin 2018.

En 2018, à Genève, les augmentations les plus marquées du nombre de frontaliers étrangers sont enregistrées dans les activités de services administratifs et de soutien (+ 6,5 %), la construction (+ 2,5 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 2,3 %). A l'inverse, un recul est constaté dans l'hébergement (- 5,4 %), le commerce de gros (- 3,0 %) et la restauration (- 2,9 %).

---

<sup>18</sup> Les frontaliers étrangers actifs sont des personnes qui ne résident pas en Suisse et qui ont besoin d'un permis de travail (permis frontalier) pour y exercer une activité professionnelle. Les personnes de nationalité suisse ou les fonctionnaires internationaux n'en font pas partie.

## Chômage

### En 2018, le chômage reste stable dans les départements français

En Suisse, le taux de chômage reste stable en 2018. Il atteint 4,8 % en fin d'année<sup>19</sup> (+ 0,1 point par rapport à fin 2017). En France métropolitaine, le taux de chômage <sup>20</sup> s'établit à 8,5 % de la population active au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. Il reste à un niveau très proche du 4<sup>e</sup> trimestre 2017 (8,6 %), après un recul très net en 2016 (- 1,1 point).

La baisse du chômage ralentit également dans l'Ain et la Haute-Savoie en 2018. La zone d'emploi du Genevois français s'inscrit dans les mêmes tendances, avec un taux de chômage en très léger retrait sur un an (- 0,1 point). Il est de 6,9 % en fin d'année 2018. De la même façon, le taux de chômage évolue très peu dans les autres zones d'emploi proches de la frontière. Dans la zone d'emploi d'Annecy, la part de la population active au chômage reste au même niveau qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 (5,5 %). Dans celles du Chablais et de la Vallée de l'Arve, elle n'augmente que de 0,1 point sur un an, atteignant ainsi respectivement 6,8 % et 7,3 % fin 2018.

De l'autre côté de la frontière, le taux de chômage<sup>21</sup> calculé par le Secrétariat d'Etat à l'économie atteint 4,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 dans le canton de Genève, contre 3,5 % dans le canton de Vaud et 2,9 % dans le district de Nyon.

---

<sup>19</sup> Taux au sens du BIT en décembre 2018.

<sup>20</sup> Taux au sens du BIT.

<sup>21</sup> Le taux de chômage par canton considéré ici ne prend en compte que les chômeurs inscrits dans un Office régional de placement (ORP). Son niveau n'est donc pas directement comparable au taux de chômage au sens du BIT et aux taux de chômage localisés français.

## Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail

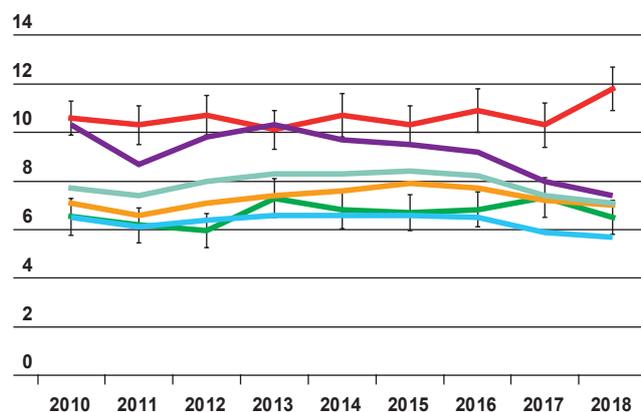
Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) exprime le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population résidente active.

Le canton de Genève, caractérisé par la présence d'une ville-centre importante, se distingue par une forte concentration d'emplois, mais aussi par un taux de chômage supérieur à la moyenne suisse et aux taux des zones d'emploi voisines.

Selon la définition du BIT, sont considérées comme chômeurs les personnes âgées de 15 ans ou plus qui sont sans emploi au cours de la semaine de référence de l'enquête, sont disponibles pour travailler et sont activement à la recherche d'un emploi ou qui ont trouvé un emploi pour une date ultérieure, qu'elles soient

inscrites ou non dans un office régional de placement ou à Pôle emploi. Pour la Suisse, les fonctionnaires internationaux, les diplomates, ainsi que les personnes relevant du domaine de l'asile ne sont pas prises en compte. Les taux de chômage calculés pour les départements et les zones d'emploi français mesurent une notion dite de « BIT répertorié ». Ils sont estimés à partir de différentes sources : l'enquête Emploi réalisée par l'Insee (qui fournit des effectifs nationaux de chômeurs et de personnes en emploi au sens du BIT), des données administratives sur l'emploi ainsi que des séries de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (utilisées pour répartir géographiquement le nombre de chômeurs). L'ensemble de ces estimations est cohérent avec les taux de chômage nationaux (au sens du BIT) issus de l'enquête Emploi.

G 07 - Taux de chômage annuel moyen, en %



■ Genève  
■ Vallée-de-l'Arve  
■ Vaud  
■ Chablais  
■ Genevois français  
■ Annecy

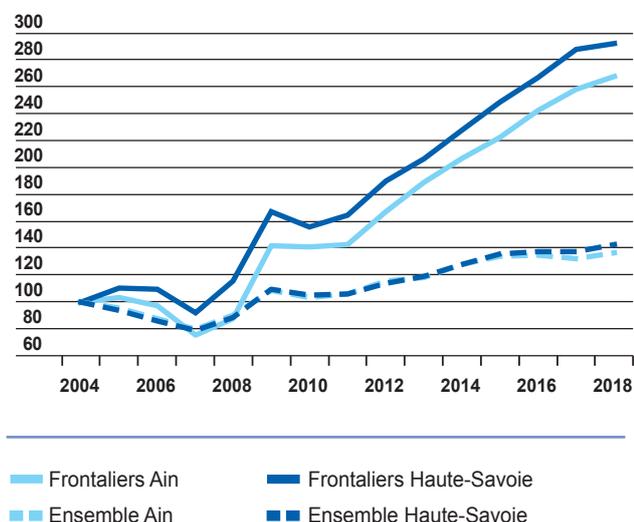
Note : les taux sont des estimations basées sur la moyenne des quatre trimestres de l'année. Sont représentés les intervalles de confiance à 95 % pour les cantons de Genève et Vaud.

## Le nombre de chômeurs transfrontaliers<sup>22</sup> augmente moins fortement que l'ensemble des chômeurs indemnisés entre 2017 et 2018

Le nombre de chômeurs indemnisés par Pôle emploi dans l'Ain et la Haute-Savoie a augmenté de 3,6 % entre 2017 et 2018. Concernant les chômeurs résidant dans ces deux départements et dont le dernier emploi occupé se trouvait en Suisse, leur nombre a également progressé mais moins fortement que celui de l'ensemble des chômeurs indemnisés. Fin 2018, ce sont 2 500 résidents de l'Ain et

8 700 de la Haute-Savoie qui sont ainsi concernés, soit une hausse de 2,0 % par rapport à fin 2017. Il s'agit de l'augmentation la plus faible enregistrée depuis 2011. A fin 2018, les chômeurs transfrontaliers représentent 9,1 % des chômeurs indemnisés de l'Ain et 22,8 % de ceux de Haute-Savoie. Dix ans plus tôt, ces parts s'élevaient respectivement à 4,5 % et 14,6 %.

**G 08 - Evolution du nombre de chômeurs indemnisés**  
(4<sup>e</sup> trimestre 2004 = 100)



<sup>22</sup> Chômeurs indemnisés par Pôle emploi dont le dernier emploi se trouvait en Suisse, quelle que soit leur nationalité.

## Tourisme

### **2018, année favorable pour l'hôtellerie genevoise et vaudoise**

Le Territoire franco-valdo-genevois compte un millier d'hôtels, 42 % dans les cantons de Genève et Vaud (respectivement 125 et 295) et 58 % dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie (respectivement 158 et 423). En 2018, ces 1 000 établissements ont enregistré près de 12,126 millions de nuitées. Celles-ci se répartissent à parts égales entre le versant français et le versant suisse. Dans ce dernier, la part de la clientèle provenant de l'étranger est deux fois plus importante que la clientèle domiciliée dans le pays. La clientèle étrangère assure plus de 8 nuitées sur 10. En 2018, les principaux pays de provenance des clients sont les Etats-Unis (9 % des nuitées), le Royaume-Uni (8 %), la France (8 %) et les pays du Golfe (8 %). Dans le canton de Vaud, 45 % des 2,913 millions de nuitées effectuées l'ont été par des hôtes domiciliés en Suisse et 10 % par des personnes résidant en France.

L'année 2018 a été particulièrement faste pour l'hôtellerie genevoise, avec un nombre de nuitées (3,233 millions) en progression de 5,8 % par rapport à 2017. Dans le canton de Vaud, la croissance a été plus modérée (+ 0,8 %). La fréquentation progresse légèrement dans le département de la Haute-Savoie (+ 0,3 %), pour atteindre 4,679 millions de nuitées. En revanche, les établissements hôteliers de l'Ain ont comptabilisé moins de nuitées que l'année précédente (1,301 million en 2018, soit - 0,7 %).

# LOGEMENT

Début 2016, l'Espace transfrontalier genevois compte près de 490 000 logements. Le canton de Genève, dont le parc est composé principalement d'appartements (9 logements sur 10), en groupe un peu moins de la moitié (47 %), le Genevois français 44 % et le district de Nyon 9 %.

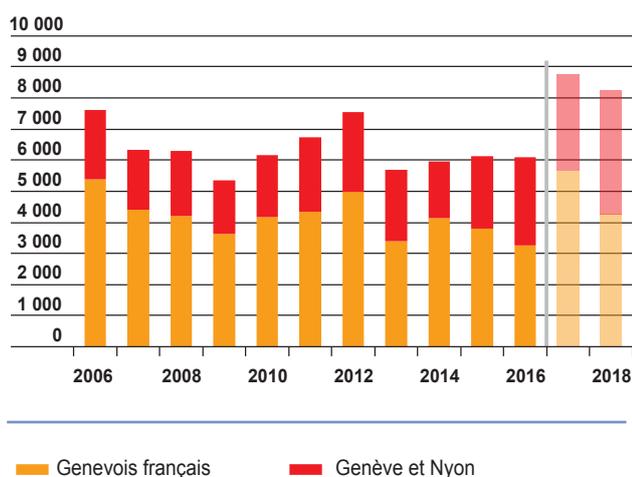
## Mises en chantier de logements neufs en 2018 : dynamisme côté suisse, ralentissement côté français

En 2018, la production de logements dans l'Espace transfrontalier reste soutenue, stimulée par l'effort de construction dans le canton de Genève, en nette accélération ces dernières années. Depuis 2013, le nombre de logements mis en chantier ne cesse en effet d'augmenter dans le canton. Il atteint un niveau record en 2018<sup>23</sup>, avec 3 700 logements commencés soit 25 % de plus qu'en 2017. Une telle production n'avait encore jamais été enregistrée. A court terme, le potentiel de logements neufs disponibles est très important. Le nombre de logements en cours de construction à la fin de l'année 2018 se fixe ainsi à 7 000, contre 3 000 logements par an en moyenne entre 1998 et 2017. Le seuil de 7 000 logements en cours de construction n'a

d'ailleurs jamais été dépassé au cours des quarante dernières années. Cette dynamique devrait perdurer en 2019, puisque plus de 3 200 logements ont été autorisés à la construction dans le canton de Genève en 2018, alors que la moyenne des vingt dernières années se situe autour de 1 800. Dans le district de Nyon, 600 logements ont été mis en chantier en 2018. Un chiffre supérieur à celui de 2017, mais proche de la moyenne des dix dernières années.

En France au contraire, la conjoncture du logement neuf est en repli après deux années de forte croissance. La construction résidentielle s'oriente à la baisse dans le Genevois français en 2018 : 4 300 mises en chantier de logements individuels et collectifs y ont été enregistrées au cours de l'année, soit un quart de moins qu'en 2017. Le nombre de logements commencés chute fortement dans la partie haut-savoiarde de la zone d'emploi (- 32 %). Le département de la Haute-Savoie plus généralement observe un ralentissement. Dans le Genevois de l'Ain, la baisse est beaucoup plus limitée (- 3 %) mais ne reflète pas la tendance du département.

G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois



Note : Pour le Genevois français, données en date réelle pour les années 2006-2016, en date de prise en compte pour les années 2017 et 2018.

<sup>23</sup> Chiffres provisoires.

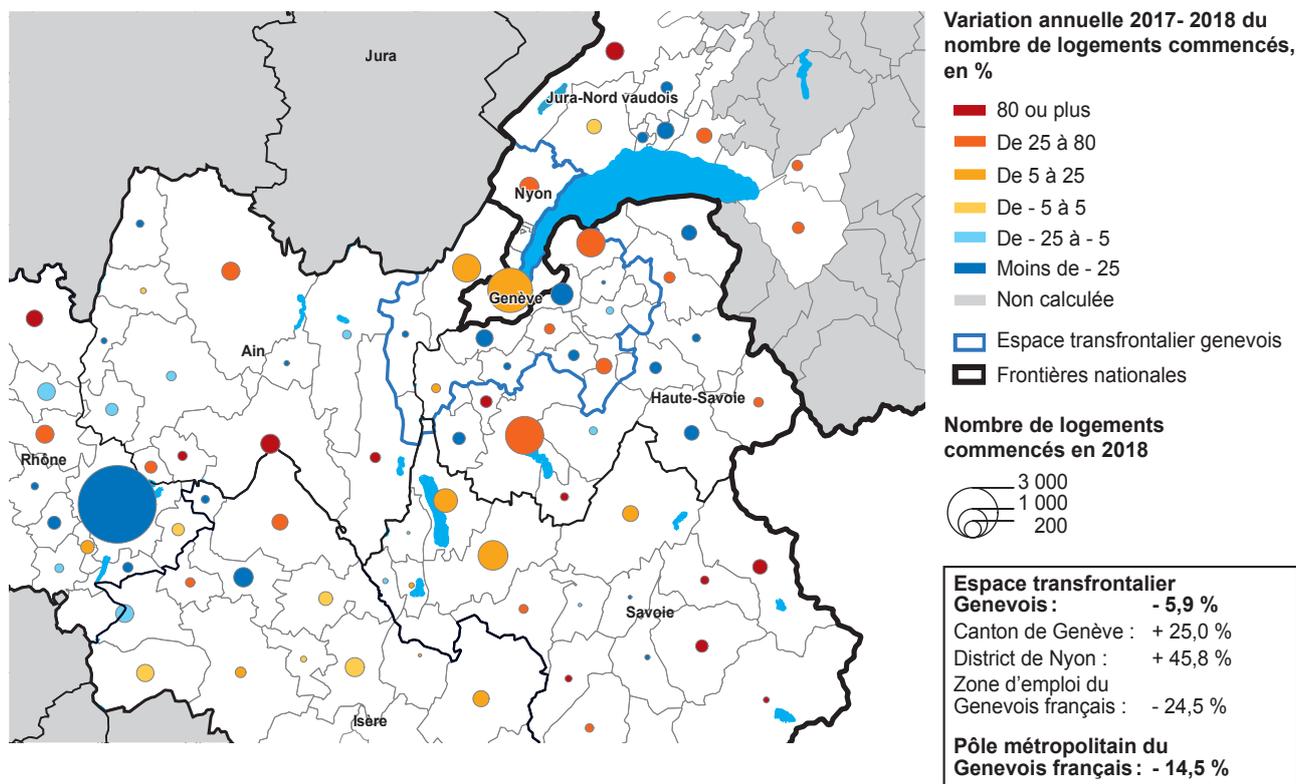
## Marché de la promotion immobilière : recul des réservations dans le Genevois français

En dépit de taux d'intérêt favorables, la demande sur le marché immobilier français faiblit en 2018. Dans la zone d'emploi du Genevois français, le nombre de réservations<sup>24</sup> de logements neufs<sup>25</sup> décroît de 7 % par rapport à 2017, pour retrouver un niveau comparable à celui de 2016. Au cours de l'année 2018, 2 270 appartements et un peu plus de 300 maisons neuves ont ainsi été achetés par des particuliers. Les réservations d'appartements chutent fortement dans la partie aindinoise (- 14 %). La demande a un peu mieux résisté dans le Genevois haut-savoyard, avec un nombre de réservations d'appartements en retrait de 4 % sur un an (1 640 réservations en 2018). S'agissant des zones voisines, les ventes sont restées quasi stables du côté d'Annecy ; elles ont en revanche été nettement plus nombreuses en 2018 qu'en 2017 dans la zone d'emploi du Chablais (+ 16 %).

Dans un contexte de repli de la demande, les mises en vente dans le Genevois français ont, quant à elles, progressé, avec 2 850 nouveaux biens mis sur le marché en 2018. Ce volume étant plus élevé que celui des réservations, le stock de logements disponibles tend à augmenter.

En 2018, un appartement neuf dans le Genevois français s'est vendu en moyenne à 4 400 euros/m<sup>2</sup> (5 060 francs<sup>26</sup>), soit 2,2 %<sup>27</sup> de plus qu'en 2017. Depuis le début des années 2010, les prix de vente restent plus élevés dans le Genevois français de l'Ain tout en y augmentant un peu plus rapidement. Ils avoisinent désormais 5 000 euros/m<sup>2</sup>, contre 4 100 euros dans le Genevois haut-savoyard. L'écart de prix est encore plus fort pour les maisons, mais porte sur un faible nombre de biens. Le prix de vente moyen en 2018 atteint 486 000 euros (559 000 francs) dans la partie aindinoise de la zone d'emploi, soit 40 % de plus que dans la partie haut-savoyarde (348 000 euros soit 400 000 francs).

## C 04 - Construction de logements neufs par EPCI (France), canton ou district (Suisse)



<sup>24</sup> Les logements réservés sont ceux qui ont fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes, ou vendus sans réservation préalable au cours du trimestre écoulé.

<sup>25</sup> Sont ici pris en compte les données de la source Enquête sur la Commercialisation des Logements Neufs, dont le champ est celui des permis de 5 logements ou plus destinés à la vente aux particuliers.

<sup>26</sup> Taux de change moyen 2018: 1 euro = 1,15 franc suisse.

<sup>27</sup> En euro courant.

## A Genève, des ventes en repli pour les appartements, en hausse pour les maisons individuelles

En 2017, 770 logements neufs ont été vendus dans le canton de Genève (928 en 2016). Les appartements en propriété par étage (PPE)<sup>28</sup> en représentent 62 %. Le nombre de transactions d'appartements en PPE (480) est en baisse par rapport à 2016 (723). Quant aux maisons neuves, près de 300 ont été vendues, soit 90 de plus qu'en 2016.

Le prix de vente moyen au m<sup>2</sup> des appartements neufs se fixe à 7 620 francs (6 860 euros), en augmentation par rapport à 2016. De fortes différences apparaissent selon que la parcelle est située en zone ordinaire ou en zone de développement, où les prix de vente sont contrôlés par l'Etat. Ainsi, en 2017, le prix moyen au m<sup>2</sup> est de 8 510 francs (7 670 euros) en zone ordinaire, alors qu'il est de 6 460 francs (5 820 euros) en zone de développement. Pour les appartements non neufs, le prix moyen par m<sup>2</sup> s'établit à 9 220 francs au m<sup>2</sup> (8 310 euros) en 2017.

Concernant les maisons individuelles, le prix médian des villas neuves atteint 1,520 million de francs (1,322 million d'euros) en 2017, contre 1,680 million de francs (1,461 million d'euros) pour les non-neuves. L'écart de prix entre maison neuve et ancienne s'explique en partie par la surface des terrains, celle-ci étant nettement plus importante en moyenne pour les maisons non neuves (1 160 m<sup>2</sup>, contre 324 m<sup>2</sup>).

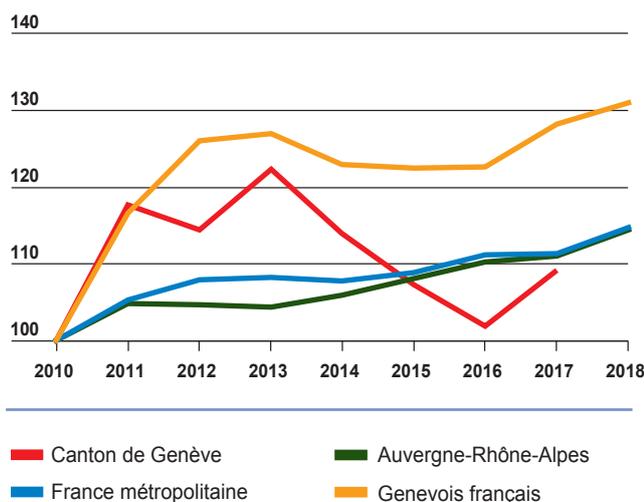
## Logements sociaux : le parc continue d'augmenter

Début 2018, la zone d'emploi du Genevois français compte près de 25 000 logements sociaux. Le parc locatif social continue de croître, avec 3 % de logements supplémentaires par rapport à 2017. Cette croissance est supérieure de 1 point de pourcentage à celle de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans le Genevois haut-savoyard, le parc augmente de 4 % sur un an, portant le nombre de logements sociaux à 16 320. Il reste cependant moins développé qu'en moyenne régionale, relativement au nombre de ménages qui y vivent. Plus généralement, dans le département de la Haute-Savoie la demande de logement social fait face à une forte tension. La mobilité au sein du parc social y est faible, tout comme la vacance structurelle. Le Genevois français de l'Ain affiche en revanche une proportion de logements sociaux parmi les résidences principales supérieure à celle de la région. En 2017, la progression du nombre de logements sociaux ralentit dans cette partie de la zone d'emploi (+ 1 %). Sur les cinq dernières années en revanche, elle y a été plus forte que du côté de la Haute-Savoie.

En 2018, le parc de logements subventionnés (selon la loi cantonale générale sur le logement et la protection des locataires) dans le canton de Genève s'élève à 18 600, en hausse de 3 % par rapport à 2017. Le district de Nyon compte 570 logements subventionnés en 2018.

**G 10 - Evolution du prix moyen au m<sup>2</sup> des appartements neufs, en euro ou franc courant (2010 = 100)**



<sup>28</sup> En Suisse, le régime de la propriété par étage (PPE) désigne une forme de copropriété.

## Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois			Espace transfrontalier genevois			Pôle métropolitain du Genevois français		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total	Genève	ZE Genevois français	District de Nyon
<b>Population (début d'année)</b>									
2011	<b>2 522 900</b>	603 800	747 000	463 900	708 200	<b>928 900</b>	463 900	377 500	87 400
2016	<b>2 697 900</b>	638 400	801 400	490 600	767 500	<b>1 005 100</b>	490 600	419 800	94 700
Evolution annuelle moyenne 2011-2016 (en %)	<b>1,4</b>	1,1	1,5	1,1	1,6	<b>1,6</b>	1,1	2,1	1,6
<b>Emploi (fin d'année)</b>									
2011	<b>1 274 600</b>	212 600	298 200	354 500	409 300	<b>493 400</b>	354 500	99 000	39 900
2016	<b>1 345 000</b>	219 200	312 000	375 100	438 700	<b>524 300</b>	375 100	105 500	43 700
Evolution 2011-2016 (en %)	<b>1,1</b>	0,6	0,9	1,1	1,4	<b>1,2</b>	1,1	1,3	1,8
<b>Taux de chômage* (en %)</b>									
2013	n.d.	7,2	7,4	10,1	7,3	n.d.	10,1	7,4	n.d.
2014	n.d.	7,1	7,4	10,7	6,8	n.d.	10,7	7,6	n.d.
2015	n.d.	7,4	7,6	10,3	6,7	n.d.	10,3	7,9	n.d.
2016	n.d.	7,3	7,3	10,9	6,8	n.d.	10,9	7,7	n.d.
2017	n.d.	6,7	6,8	10,3	7,3	n.d.	10,3	7,2	n.d.
2018	n.d.	6,4	6,5	11,8	6,5	n.d.	11,8	7,0	n.d.
<b>Nombre de logements commencés**</b>									
2013	<b>18 600</b>	5 100	7 500	1 400	4 600	<b>5 700</b>	1 400	3 400	900
2014	<b>18 100</b>	4 700	7 600	1 400	4 400	<b>5 900</b>	1 400	4 100	400
2015	<b>20 000</b>	4 700	9 000	1 900	4 400	<b>6 200</b>	1 900	3 800	500
2016	<b>20 600</b>	4 600	10 100	2 000	3 900	<b>6 200</b>	2 000	3 300	900
2017	<b>24 300</b>	5 100	11 500	2 700	5 000	<b>8 800</b>	2 700	5 700	400
2018	<b>23 600</b>	5 100	11 300	3 700	3 500	<b>8 600</b>	3 700	4 300	600
<b>Âge médian</b>									
2016	n.d.	40,0	39,0	40,0	40,0	n.d.	40,0	37,0	41,0
<b>Densité de population (habitants au km<sup>2</sup>)</b>									
2016	<b>195</b>	110	174	1 994	239	<b>385</b>	1 994	204	309
<b>Taille moyenne de ménages</b>									
2016	<b>2,30</b>	2,34	2,25	2,38	2,26	<b>2,35</b>	2,38	2,30	2,48
<b>Part de logements vacants (en %)</b>									
2016	n.d.	7,9	5,9	0,5	0,8	n.d.	0,5	7,1	0,9
<b>Part de sphère préentielle dans l'emploi (en %)</b>									
2016	<b>60,6</b>	59,8	67,7	53,1	62,6	<b>57,5</b>	53,1	71,5	58,9
<b>Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés</b>									
2016	n.d.	78	80	178	115	n.d.	178	56	n.d.
<b>Nombre de nuitées en hôtel en 2018</b>									
Total	<b>12 125 700</b>	1 301 200	4 679 000	3 232 900	2 912 600	<b>4 612 000</b>	3 232 900	1 198 000	181 100
Dont nuitées étrangères	<b>6 166 000</b>	305 440	1 642 800	2 606 900	1 610 900	<b>3 095 400</b>	2 606 900	375 300	113 200

\* Taux de chômage au sens du BIT pour les cantons de Genève et Vaud, taux de chômage BIT réparti pour les territoires français.

Estimations basées sur la moyenne des quatre trimestres de l'année qui contiennent une marge d'erreur qui n'est pas reportée dans ce tableau.

\*\* Départements : estimations en date réelle ; zone d'emploi : données en date réelle pour les années 2013 à 2016, en date de prise en compte pour les années 2017 et 2018.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

## Liste et sources des graphiques, tableaux et cartes

- G 01 – Evolution de la population depuis 2001 (janvier 2001 = 100) *et*
- G 02 – Taux de croissance annuel moyen de la population, périodes 2006-2011 et 2011-2016, en %  
Sources : Insee – Recensement de la population, Estimations de population (F) ; OCSTAT, Statistique cantonale de la population (GE); Statistique-Vaud, Statistique de la population (VD)
- G 03 – Taux de risque de pauvreté dans le canton de Genève, en 2014-2015, en %  
Sources : Administration fiscale cantonale, OCSTAT, OFS
- G 04 – Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)  
Sources : Insee – Estimations d'emploi (F), OFS – Statistique de l'emploi (CH)
- G 05 – Répartition de l'emploi selon le secteur d'activité, en 2016  
Sources : Insee – Recensement de la population, exploitation complémentaire (F), OFS – Statistique des entreprises (CH)
- G 06 – Part des actifs ayant un emploi en Suisse parmi l'ensemble des actifs occupés, par lieu de résidence (EPCI), en 2016  
Sources : Insee – Recensement de la population, exploitation complémentaire (F)
- G 07 – Taux de chômage annuel moyen, en %  
Source : OFS/OCSTAT – Enquête suisse sur la population active (CH), Insee – Taux de chômage localisés (F)
- G 08 – Evolution du nombre de chômeurs indemnisés (4<sup>e</sup> trimestre 2004 = 100)  
Source : Pôle Emploi (F)
- G 09 – Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois  
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS, Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 10 – Evolution du prix moyen au m<sup>2</sup> des appartements neufs, en euro ou franc courant (2010 = 100)  
Sources : OCSTAT – Statistique des transactions immobilières (CH), Ministère de la Transition écologique et solidaire / SDES – Enquête sur le suivi de la commercialisation des logements neufs destinés à la vente (F)
- T 01 – Actifs en emploi résidant dans le Genevois français selon leur lieu de travail et leur lieu de résidence un an auparavant, en 2016  
Source : Insee – Recensement de la population
- C 01 – Densité de la population (données lissées), en 2016  
Sources : Insee – Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Evolution de la population entre 2011 et 2016 par EPCI (France), canton ou district (Suisse)  
Sources : Insee – Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 03 – Travailleurs résidant en France ayant un emploi en Suisse en 2016 par EPCI et évolution par rapport à 2006  
Source : Insee – Recensement de la population
- C 04 – Construction de logements neufs par EPCI (France), canton ou district (Suisse)  
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

## Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier depuis 2014

### Fiches thématiques

L'emploi présentiel dans le bassin transfrontalier  
(Fiche 2-2019), OST, 2019

Projections de ménages à l'horizon 2040 pour l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 1-2019), OST, 2019

Les ménages dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 2-2018), OST, 2018

Transactions et prix de l'immobilier dans la zone d'influence genevoise  
(Fiche 1-2018), OST, 2018

Les conditions de vie dans le bassin genevois  
(Fiche 1-2017), OST, 2017

L'activité des aéroports de Lyon-Saint Exupéry et de Genève  
(Fiche 4-2016), OST, 2016

Projections démographiques 2016 - 2040 pour l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 3-2016), OST, 2016

La structuration du bassin franco-genevois par les flux domicile-travail  
(Fiche 2-2016), OST, 2016

L'agglomération genevoise en comparaison européenne : résultats 2012-2013 de l'Audit urbain  
(Fiche 1-2016), OST, 2016

Tissu productif : porté par le secteur des services marchands, il affiche de forts contrastes territoriaux  
(Fiche 1-2015), OST, 2015

Revenus fiscaux des ménages du Genevois français  
(Fiche 3-2014), OST, 2014

Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 2-2014), OST, 2014

Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois  
(Fiche 1-2014), OST, 2014

*Liste complète sur [www.statregio-francosuisse.net](http://www.statregio-francosuisse.net)*

### Synthèses annuelles : 2002 à 2018

#### Cette Synthèse 2019 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL)

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle emploi

Direction Prospective et Statistique de l'académie de Lyon





Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier (OST), qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Insee Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève. Statistique Vaud met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'OST répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement.

L'OST est un organe de la statistique publique, dont il applique les principes fondamentaux. Il assure le caractère public de l'information statistique élaborée (mise à disposition, clarté des concepts et des méthodes, etc.). Il bénéficie de l'indépendance scientifique et veille à l'impartialité dans l'établissement et la présentation des informations.

## Pour toute information

Site web de l'OST : [www.statregio-francosuisse.net](http://www.statregio-francosuisse.net)

**Institut national de la statistique et  
des études économiques  
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes**

165, rue Garibaldi  
69401 Lyon Cedex 03  
Téléphone : +33 9 72 72 4000  
Messagerie : [insee-contact@insee.fr](mailto:insee-contact@insee.fr)  
Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)



**Département des finances et des ressources humaines  
Office cantonal de la statistique (OCSTAT)**

82, route des Acacias  
Case postale 1735 - 1211 Genève 26  
Téléphone : +41 22 388 75 00  
Messagerie : [statistique@etat.ge.ch](mailto:statistique@etat.ge.ch)  
Internet : [www.ge.ch/statistique](http://www.ge.ch/statistique)

